



INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

# Passerelles

## Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Mars 2007

Volume 6, Numéro 3

### LIGNE DE FOND \_\_\_\_\_ 1

**Négociations agricoles : le Président du Comité de l'agriculture projette une nouvelle présentation pour stimuler les discussions. \_\_\_\_\_ 1**

**Coton : la réunion de haut niveau de l'OMC sur le coton dépasse les faibles attentes. \_\_\_\_\_ 4**

### NOUVELLES DE L'OMC \_\_\_\_\_ 5

**Facilitation des échanges : les négociations ralenties par l'absence de progrès dans l'agriculture et l'AMNA. \_\_\_\_\_ 5**

**Négociations agricoles : les Membres débattent de nouvelles propositions du Groupe de Cairns sur les produits sensibles et les produits tropicaux\_7**

**Les ministres du G-33 appellent les pays développés à prendre les devants pour tirer Doha de l'impasse. \_\_\_\_\_ 7**

**Services : les Membres examinent des compromis potentiels. \_\_\_\_\_ 7**

### SUR LE FIL \_\_\_\_\_ 8

**Aide pour le commerce : le Comité consultatif tient sa première réunion. \_\_\_\_\_ 8**

### EVENEMENTS \_\_\_\_\_ 13

### PUBLICATIONS \_\_\_\_\_ 14

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe  
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

### LIGNE DE FOND

Négociations agricoles : le Président du Comité de l'agriculture projette une nouvelle présentation pour stimuler les discussions.

Le Président des négociations tumultueuses sur l'agriculture à l'OMC annoncé aux délégués, le 23 mars, qu'il espérait leur présenter, mi-avril, un nouveau document qui pourrait servir de base à de futures négociations. L'Ambassadeur Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande) a également reconnu qu'il y avait un risque de voir les Membres se désintéresser des discussions.

S'adressant à des journalistes à la suite d'une réunion du Comité de négociation, Falconer a reconnu que le moral des négociateurs était au plus bas, car des divergences profondes persistaient sur la réduction des subventions et des tarifs agricoles. " Le danger est simplement que l'énergie s'épuise, " a-t-il déclaré. " On n'y est pas encore, mais je peux voir ce type de résignation sceptique dans beaucoup de regards, pour le moment, " rapporte Agence France Presse.

Les Membres de l'OMC sont de plus en plus contrariés par l'absence de progrès visibles dans les consultations informelles menées entre les pays du 'groupe des quatre' - Brésil, Inde, États-Unis et UE - dont les divergences devront être aplanies pour que tout accord large soit possible.

Nombre de pays en développement, ainsi que le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, ont appelé à la 'multilatéralisation' des négociations et

un processus aussi ouvert et transparent que possible. Il y a toutefois peu d'idées pratiques sur la marche à suivre pour ce faire. Le 'document de référence' qui Falconer doit vouloir distribuer aux Membres entre le 13 et le 30 avril pourrait servir à ramener les discussions au niveau du Comité de négociation multilatéral, au siège de l'OMC, à Genève.

Dans le cadre des derniers grands efforts déployés par les Membres pour arriver à un accord, pendant les mois précédant juin 2006, Falconer avait diffusé une série de 'documents de référence' énonçant les points de convergence et de divergence sur différentes questions dans les négociations. Il avait produit, à terme, un document condensé préliminaire de 'modalités'. Au lieu de contenir des formules et des chiffres en vue d'un accord éventuel, le texte de 74 pages reflétait presque toutes les propositions que les Membres avaient présentées, mettant en évidence les centaines de divergences non aplanies dans l'ensemble des domaines de négociation. Falconer a fait part de son intention de produire de nouveaux 'documents de référence', selon des sources, bien qu'il n'ait pas encore indiqué quels sujets il abordera en premier lieu.

Le Président du Comité des négociations a franchement reconnu que les Membres avaient très peu avancé, sur le point de savoir comment combler les divergences. Faisant référence à la récente réunion du Comité, il aurait déclaré " à part appeler Harry Potter à l'aide, comme l'ont fait certaines personnes, je n'ai vu aucune nouvelle idée dans cette salle. "

Des sources dans les milieux du commerce notent que Falconer est en train de prendre le risque de produire un nouveau document de référence en dépit de l'absence de signaux clairs des grands acteurs du 'groupe des quatre' ou même d'autres Membres, sur ce qu'ils souhaiteraient voir figurer dans le document un délégué a laissé entendre que des documents préparés par les Présidents des Groupes de négociation seraient néanmoins moins risqués qu'une autre éventualité : un texte de compromis préliminaire de Pascal Lamy. Selon le

négociateur, un texte de Lamy était peu probable, à ce stade, et ne pourrait être produit qu'après que les Présidents ont préparé leurs propres textes.

### **L'UE critique la proposition du Groupe de Cairns sur les produits tropicaux**

Lors de la réunion, l'UE a critiqué la proposition récente du Groupe de Cairns pourtant relative à des abaissements tarifaires importants sur une gamme de produits tropicaux qu'elle juge trop ambitieuse. L'UE trouvait trop longue la liste de produits pour lesquels le groupe recherchait une élimination des droits tarifaires ou des abaissements de 85%, qui couvrirait deux cinquièmes de ses lignes tarifaires agricoles. L'UE a également déclaré que la liste proposée ne devrait pas inclure de produits des zones tempérées tels que le riz, le sucre, les oignons, les fleurs et le tabac.

L'UE regrettait que la proposition cherche à empêcher les pays développés de désigner des produits tropicaux comme 'sensibles' pour les soustraire à abaissements tarifaires types. Il a également souligné que la proposition conduirait à l'érosion de préférences commerciales dont bénéficient actuellement les pays d groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). La Côte d'Ivoire appuyé cette position de l'UE. Les pays ACP souhaitent que les pays développés soient en mesure de désigner comme sensibles des produits figurant sur la liste de Groupe de Cairns, tels que le sucre et la banane, afin d'être en mesure de préserver leur marge de préférence.

D'autres pays en développement cherchaient à mettre l'accent sur le fait que les mandats de négociation sur l'érosion des préférences et la libéralisation des produits tropicaux étaient distincts et ne devaient pas être liés.

### **D'avantage de consensus sur la proposition relative aux produits sensibles du Groupe de Cairns**

Il y a eu moins de controverses sur la présentation du Groupe de Cairns relative aux produits sensibles, auxquels les pays tant développés qu'en

développement seront en mesure d'appliquer des abaissements tarifaires plus faibles en échange de l'expansion des contingents d'importation.

Toutefois, l'UE a effectivement rejeté la proposition de baser l'expansion des contingents sur la consommation intérieure plutôt que sur les volumes d'importation existants.

Une suggestion plus litigieuse avancée par les États-Unis est que les Membres examinent la possibilité de recourir aux contingents tarifaires pour accroître la prévisibilité de l'accès aux marchés. Le Brésil, l'Uruguay et d'autres délégations s'y opposent avec véhémence, en faisant valoir que les contingents pourraient assurer la prévisibilité en dernier ressort, mais ne mèneraient pas au " système commercial agricole juste et tiré par le marché " que les Membres de l'OMC sont censés appeler de leurs vœux. Ils ont mis l'accent sur le fait que les nouveaux contingents créés à terme devaient être ouverts à tous les Membres de manière égale, et ne devaient pas être alloués à des pays particuliers pour leur garantir un certain niveau d'exportations.

### **Présentation des Membres nouveaux adhérents, Déclaration du G-10**

Selon des sources, deux autres propositions n'ont été débattues qu'en passant. L'une était une Déclaration du G-10 (pays ayant des secteurs agricoles fortement protégés). La Déclaration réitérait essentiellement les propres préoccupations du groupe, en exprimant son opposition à l'introduction d'un 'plafond' maximal sur les droits tarifaires élevés et en soutenant " qu'il faudrait tenir dûment compte du fardeau injustement lourd supporté par le G-10 concernant les réductions tarifaires. "

L'autre était une demande émanant d'un groupe de Membres nouveaux adhérents, dont la Chine, qui appelle à des abaissements tarifaires plus faibles et à des périodes de mise en œuvre plus longues que pour d'autres pays en développement. Si certains Membres se sont montrés bien disposés envers les nouveaux adhérents, qui ont eu à souscrire à des engagements de libéralisation substantielle afin

d'accéder à l'OMC, d'autres tels que le Mexique et l'Uruguay se sont dits préoccupés du fait que la proposition allait trop loin.

Il y aurait probablement avantage de débats lors de la prochaine réunion informelle à laquelle tous les Membres sont invités et qui est actuellement fixée au 13 avril, ont expliqué des sources dans les milieux du commerce.

### **Les causeries au coin du feu se concentrent sur les produits spéciaux, le Mécanisme de sauvegarde spéciale**

Lors de la réunion, Falconer a rendu compte aux délégués des résultats d'une 'causerie au coin du feu' informelle réunissant 24 Ambassadeurs qu'il avait accueillis le 16 mars. Bien que ceci fut destiné à prendre en compte plus largement les préoccupations des pays en développement, les participants s'étaient montrés peu disposés à examiner la question de la formule de réduction tarifaire, en l'absence de clarté sur les abaissements que les pays développés seront susceptibles d'avoir à entreprendre.

Les discussions se sont plutôt concentrées sur les 'produits spéciaux' et le 'mécanisme de sauvegarde spéciale', deux types litigieux de flexibilités pour les seuls pays en développement. Si le premier type de flexibilité autorise ces pays à abaisser un certain nombre de droits tarifaires de manière plus souple, sur la base des préoccupations en matière de sécurité alimentaire, de garantie des moyens d'existence et de développement rural, le second type leur permettrait de se protéger rapidement contre de brusques poussées des importations.

Le G-33, groupe des pays en développement, est le partisan le plus farouche des deux types de flexibilités. Ce groupe recherche pour les pays en développement l'autorisation de désigner comme 'spéciales' 20 pour cent de toutes les lignes tarifaires agricoles. Certains pays exportateurs ont critiqué les revendications du G-33, craignant qu'elles ne freinent les opportunités de croissance des exportations.

Les négociateurs n'ont pas modifié leurs positions, lors de la réunion. Falconer a fait état du fait que les Membres devaient décider du point de savoir si les problèmes sous-jacents reposaient sur des préoccupations commerciales ou s'ils étaient plutôt entièrement politiques. Ce n'est que dans le premier cas qu'une solution pourrait être trouvée au travers de l'examen des effets de différentes propositions, a-t-il expliqué.

### **Le G-33 convient d'une nouvelle liste d'indicateurs pour les 'produits spéciaux'**

Par ailleurs, les ministres du G-33 ont convenu d'une liste réduite d'indicateurs qui pourrait aider dans la sélection des produits spéciaux, lors de leur réunion des 20 et 21 mars, à Jakarta. Un délégué du bloc a déclaré que la liste avait été raccourcie pour être plus susceptible de susciter un consensus, tout en restant suffisamment large pour permettre aux pays de prendre en compte leurs préoccupations légitimes en matière de développement.

Le G-33 soutient traditionnellement que les indicateurs doivent être illustratifs et non contraignants, au lieu d'être des critères obligatoires auxquels les produits spéciaux potentiels auraient à se conformer.

La nouvelle liste du G-33 contient 12 indicateurs distincts, soit une baisse par rapport aux 17 identifiés par le groupe fin 2005. Certains ont été totalement supprimés et d'autres, simplement condensés. Par exemple, un indicateur qui traite de l'importance d'un produit en proportion de la valeur totale de la production agricole ou du revenu agricole des ménages, regroupe des indicateurs distincts de la version antérieure de la liste. Un autre qui traite de l'importance d'un produit spécial potentiel pour " des populations vulnérables telles que les communautés tribales, les groupes ethniques, les femmes, les personnes âgées ou des producteurs défavorisés " est à présent résumés pour couvrir " les communautés défavorisées ou vulnérables et les femmes. "

Du fait que nombre des délégués du groupe basés à Genève étaient encore en train de revenir de Jakarta au moment de la réunion du 23 mars, le reste des Membres de l'OMC n'a pas eu l'opportunité de discuter avec eux de la nouvelle proposition. La question pourrait toutefois figurer à l'ordre du jour de la réunion du 13 avril, ont suggéré des sources.

---

### **Coton : la réunion de haut niveau de l'OMC sur le coton dépasse les faibles attentes.**

Les participants à une conférence sur le coton, les 15 et 16 mars, à l'OMC, ont indiqué que la réunion avait été constructive et qu'un climat positif avait prévalu. Ils ont toutefois également mis l'accent sur le fait que nombre des pays producteurs de coton attendaient peu de la 'session de haut niveau' et n'avait pas prévu qu'elle aboutisse à une nouvelle évolution significative sur la question cruciale des subventions américaines.

En 2003, la baisse des prix liée aux larges subventions fournies aux producteurs de coton américains avait incité quatre pays africains - Bénin, Burkina Faso, Tchad et Mali - à introduire une " Initiative sectorielle sur le coton " dans les négociations du Cycle de Doha. Ces pays cherchaient l'élimination ultime des subventions au coton, en même temps que le versement d'une indemnisation, dans l'intervalle. Dans le Cadre du juillet 2004, les Membres avaient convenu de prendre en compte la question du coton, " de manière ambitieuse, rapide et spécifique " dans les discussions sur l'agriculture, et également de promouvoir les efforts d'aide au développement qui y sont associés. Toutefois, depuis lors, les propositions du groupe des '4 du coton' visant des abaissments de subventions plus profonds que la norme ont languï, aux côtés des négociations générales.

La récente réunion visait à " faire le bilan des initiatives et des actions dans la mise en œuvre des mandats des aspects d'aide au développement et politique commerciale de la question du coton. " Ceci comprenait l'instruction donnée au Directeur

général de l'OMC, dans le Cadre de juillet, de tenir des consultations avec les organisations internationales pertinentes " pour orienter de manière effective les programmes existants et toutes ressources additionnelles vers le développement des économies dans lesquelles le coton revêt une importance vitale. "

Les participants comprenaient des ministres de plusieurs pays en développement producteurs de coton, ainsi que des représentants de bailleurs bilatéraux et multilatéraux, en plus d'organisations internationales telles que le FMI, la Banque mondiale et la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED). Certains participants ont noté que si plusieurs pays africains avaient envoyé des ministres pour assister à la conférence, d'autres pays, y compris les États-Unis, étaient représentés par les ambassadeurs basés à Genève.

Les discussions se sont concentrées sur les aspects aide au développement et commerce de la question du coton. Des sources ont indiqué que les États-Unis étaient initialement peu disposés à inscrire ce dernier point à l'ordre du jour.

Au cours de la réunion, des participants ont souligné la nécessité pour les États-Unis de mettre en œuvre la décision de mars 2005 de l'Organe de règlement des différends condamnant plusieurs de leurs versements de subventions au coton et de crédit à l'exportation. Dans ce différend, le Brésil avait fait valoir, avec succès, que certains versements que Washington avait notifiés comme mesures de la 'catégorie verte' avaient de fait des effets de distorsion des échanges et de la production, violant donc les propres engagements des États-Unis au titre de l'OMC, et portant également préjudice aux intérêts commerciaux du Brésil. Les deux pays sont à présent en désaccord sur le point de savoir si les États-Unis avaient mis leurs programmes de soutien au coton en conformité avec la décision. Un Groupe spécial distinct est en train de déterminer si les États-Unis se sont de fait mis en conformité

### **Test décisif pour le développement dans le Cycle**

Le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a déclaré à la réunion que le coton restait un des " tests décisifs " du contenu développement du Cycle de Doha et qu'il " n'y aurait pas de Cycle sans inclusion du coton. " Il a réitéré le mandat d'un résultat ambitieux, rapide et spécifique pour le coton à travers les trois piliers des négociations sur l'agriculture (concurrence à l'exportation, soutien interne et accès aux marchés).

Au préalable, informant les participants sur l'état des discussions, le Président des négociations agricoles, l'Ambassadeur Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande) avait déclaré : " Si nous n'avons pas de résultat sur le coton, il n'y aura pas de résultat pour le Cycle de Doha. "

Les pays africains producteurs de coton ont indiqué que cette reconnaissance de la centralité du coton dans les négociations globales était une des principales réalisations de la Conférence, de même que la réitération du mandat sur le coton. Les pays en développement en général ont été unis pour appuyer le mandat et la nécessité de prendre des mesures rapides, ont déclaré des sources à l'OMC.

### **Fonds de compensation**

S'exprimant à la fin de la Conférence, Lamy a également noté qu'il n'y avait eu de consensus " ni sur l'idée d'un 'fonds de compensation', ni sur le point de savoir qui devrait le financer ". Les participants se sont toutefois dits intéressés par diverses approches du traitement de la baisse des revenus et de la volatilité des prix, notamment les 'mécanismes de lissage' ou 'fonds de lissage' présentés, lors de la réunion, par l'Agence française de développement. Les délégués ont perçu cette option comme un compromis potentiel qui mérite d'être exploré plus à fond.

Ces fonds comprennent généralement des mécanismes basés sur les marchés (tels que l'assurance contractée par les producteurs), ainsi qu'un filet de sécurité pour prendre en compte les cas de défaillance des marchés. Les pays en développement producteurs de coton ont favorablement accueilli le fait que Lamy ait

exhorté la communauté des bailleurs à poursuivre dans cette direction.

Des sources ont noté que la Banque mondiale avait soutenu, lors de la réunion, que même si les subventions au coton étaient de fait supprimées, de nombreux pays africains auraient des difficultés à concurrencer les producteurs plus compétitifs de pays tels que le Brésil. Une telle affirmation a toutefois été rejetée par les producteurs de coton africains. Au total, 36 pays africains produisent et commercialisent le coton, avec d'autres pays en développement tels que le Brésil et l'Inde.

### **Tableau du Secrétariat sur l'aide au développement**

Le Secrétariat de l'OMC a été chargé d'apporter un certain nombre d'améliorations au 'tableau de travail' qu'il avait préparé pour suivre l'évolution de l'aide au développement liée au coton. Plus particulièrement, la version révisée devrait établir une distinction entre les fonds spécifiquement liés au coton et d'autres fonds qui n'y étaient pas liés ; et une distinction entre les fonds de développement qui sont en principe 'disponibles', ceux que les donateurs ont déjà 'engagés' et ceux qui ont été 'décaissés'. Il devrait également établir une distinction entre les projets achevés et ceux en cours.

Lamy a néanmoins noté que l'écart entre les fonds 'disponibles' et 'décaissés' restait trop large et devait être rétréci par un dialogue entre donateurs et pays bénéficiaires.

### **Déception des militants**

Les militants du développement ont fait part de leur déception face à l'absence de résultats de la Conférence. Celine Charveriat, responsable de la campagne d'Oxfam International " Pour un commerce équitable " a déclaré que " la session de haut niveau sur le coton à l'OMC n'a pas produit de résultats concrets. Il semble que les donateurs n'ont pas engagé de fonds additionnels pour appuyer un filet de sécurité en faveur des producteurs africains

et le problème des subventions américaines n'a guère été débattu. "

Soulignant les incidences de la lenteur des progrès sur les agriculteurs des pays pauvres, elle a ajouté " il y a encore un long chemin à parcourir pour que les producteurs africains tirent profit des négociations commerciales internationales et dans l'intervalle, le fardeau de la baisse des prix du coton continuera d'être supporté par les producteurs en Afrique. "

### **Sphère de compétence de l'OMC en matière de question de développement**

Un observateur a mis en évidence un changement de position significatif de l'OMC au cours des trois dernières années : lors d'une conférence de mars 2004 sur l'Initiative en faveur du coton, à Cotonou, le Secrétariat de l'OMC avait soutenu que l'aide au développement n'entrait pas dans la sphère de compétence de l'organisation, alors que lors de la dernière réunion, elle avait pris en compte de manière explicite les dimensions à la fois aide et commerce de la question.

Des délégués de pays en développement producteurs de coton en laissé entendre, en privé, que les progrès dans le Cycle de Doha global dépendaient à présent d'un changement d'orientation des négociations, avec l'abandon des discussions informelles entre grandes puissances commerciales pour un retour vers le cadre multilatéral de Genève.

---

### **Traitement spécial et différencié : de faibles progrès dans les négociations en cours**

Les négociations sur l'amélioration des dispositions de l'OMC ayant trait à l'octroi d'un 'traitement spécial et différencié' aux pays en développement se déroulent à un rythme lent, les Membres s'efforçant de se préparer en vue un accord sur la question au cas où il une percée se ferait dans d'autres domaines des négociations bloquées du Cycle de Doha.

Nombre de pays en développement ont estimé que les diverses mesures présentes dans les règles de l'OMC qui prévoient un traitement spécial en faveur des pays en développement ont été difficiles à utiliser, ou peu efficaces dans la réalisation de leur principal objectif, qui est la promotion du développement. Le mandat de Doha appelait donc les Membres à " réexaminer toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié en vue de les renforcer et de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles. "

Ces discussions sont concentrées au sein de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement. Des sources indiquent que, lors de sa dernière réunion, le 19 mars, le Président du Comité, l'Ambassadeur Burhan Gafoor (Singapour) avait rendu compte des consultations qu'il avait récemment menées avec les délégations sur 16 propositions visant à apporter des modifications à des accords de l'OMC spécifiques.

Selon le Président, les promoteurs de 7 des propositions avaient réussi à les reformuler de façon à les rendre plus acceptables par les autres Membres. Ces propositions traitent d'une gamme de règles diverses de l'OMC. Ainsi, le Groupe africain cherche davantage de certitude sur la faculté qu'ont les pays en développement de recourir à un article du GATT qui, en théorie, leur permet de " déroger temporairement " aux contraintes juridiques de l'OMC, afin de mettre en œuvre des politiques qui promeuvent le développement économique (article XVIII).

D'autres propositions visant rendre obligatoire une disposition qui 'permet' actuellement aux Membres de donner leur assentiment aux demandes d'exemption partielle ou totale des obligations découlant de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, faites par les pays en développement, sur la base des " besoins de leurs finances, et de leur commerce et de leur développement. " Le langage incitatif et non contraignant utilisé dans les dispositions existantes en matière de traitement spécial et différencié - le conditionnel, au lieu du futur - est une récrimination courante. Plusieurs Membres ont

proposé de tels changements aux règles de l'OMC relatives à l'octroi de licences d'importation. Ils voudraient, par exemple, exempter les pays en développement d'avoir à mettre en œuvre de nouvelles procédures administratives coûteuses et exiger des pays industrialisés qu'ils accordent une attention spéciale aux exportations en provenance des pays en développement lorsqu'ils délivrent des licences d'importation.

Certains pays développés ont rétorqué que nombre des changements recherchés au cours des négociations perturberaient l'équilibre existant de droits et d'obligations dans les accords de l'OMC. Les partisans des réformes proposées répliquent que l'inefficacité des dispositions existantes en matière de traitement spécial et différencié suggère qu'un certain rééquilibrage serait nécessaire.

Selon Gafoor, des progrès semblaient peu probables sur les neuf propositions restantes que le Comité était en train d'examiner, à moins de nouvelles idées venant des promoteurs. Dans une de ces propositions, le Groupe africain recherche davantage d'assurance sur le fait que les pays en développement seraient autorisés à déroger aux contraintes de politique imposées par l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce, afin de réaliser les objectifs de développement.

Les délégués sont également en train de débattre du point de savoir comment pourrait opérer un nouveau mécanisme visant à surveiller le fonctionnement des dispositions du traitement spécial et différencié.

Une autre question brièvement soulevée lors de la réunion concernait une décision prise par les Membres, lors de la Conférence ministérielle de décembre 2005, à Hong-Kong, selon laquelle les pays en développement et les pays en développement disposés à le faire fourniraient aux pays les moins avancés (PMA) un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingents. Cette décision, qui reposait sur une autre proposition relative au traitement spécial et différencié, autorisait le maintien de protection pour un maximum de 3%



des lignes tarifaires ; une réserve qui, se sont plaint les détracteurs de la décision, serait suffisante pour couvrir le petit nombre de produits pour lesquels les PMA sont des exportateurs compétitifs.

Les Membres avaient convenu, à Hong Kong, que la suppression des restrictions au commerce sur les exportations des PMA se ferait " d'ici 2008, ou au plus tard, au début de la période de mise en œuvre [pour les obligations découlant du Cycle de Doha] ". En raison de l'incertitude qui prévaut concernant l'avenir des discussions de Doha, les PMA souhaitent que cette date soit fixée à 2008. En juin dernier, préalablement à la rupture des négociations, ils avaient présenté des propositions qui appelaient les pays à s'engager à éventuellement accorder un accès sans restrictions pour tous les produits (TN/CTD/W/31). Ils avaient également présenté un ensemble potentiel de règles d'origine pour les marchandises pouvant être considérés comme provenant des PMA.

Selon des sources, les États-Unis, qui étaient peu disposés à ouvrir leur secteur des textiles à la concurrence du Bangladesh et des autres PMA qui ne bénéficient pas déjà d'un accès illimité à leurs marchés, ont déclaré qu'ils ne le feraient qu'en parallèle avec le Cycle de Doha. Washington a demandé aux Membres de faire part de leurs préoccupations concernant la manière dont les États-Unis pourraient mettre en œuvre la décision, avec probablement des commentaires également sur des produits spécifiques.

Le Japon, l'Inde, la Corée et le Brésil ont indiqué qu'ils fourniraient bientôt des détails sur la façon dont ils ont l'intention de supprimer les obstacles aux exportations des PMA.

## NOUVELLES DE L'OMC

### Facilitation des échanges : les négociations ralenties par l'absence de progrès dans l'agriculture et l'AMNA.

Même les négociations du Cycle de Doha sur la réduction des lenteurs bureaucratiques et d'autres liées au mouvement et au transit des marchandises sont actuellement affectées par l'absence de progrès dans les discussions sur l'agriculture et les tarifs industriels.

Bien que les Membres aient activement débattu sur leurs propositions lors de la réunion du Groupe de négociation de la facilitation des échanges, les 13-14 mars, plusieurs délégués ont fait part de leurs doutes concernant le point de savoir si les négociations sur un projet de texte unique pour un futur accord potentiel de l'OMC pourraient démarrer en l'absence de mouvement dans d'autres domaines.

C'était la première fois que le Groupe se réunissait depuis la reprise à grande échelle des négociations, début février. C'était également la première tenue par le nouveau Président, l'Ambassadeur Eduardo Sperisen-Yurt (Guatemala).

Des sources indiquent que les négociateurs ont continué d'examiner divers éléments proposés d'un texte d'accord potentiel. Ils se sont concentrés, en particulier, sur le sujet des 'propositions de troisième génération', c'est-à-dire celles qui ont été affinées par les coalitions de Membres qui les parrainent, pour prendre en compte des préoccupations exprimées lors de réunions antérieures. Selon un diplomate, il semblerait que l'inclusion des questions ayant fait l'objet de ces propositions de troisième génération dans un texte éventuel qui servirait de base pour les négociations finales était fortement préconisée. Selon une source dans les milieux du commerce, l'UE souhaiterait que le Président du Groupe de négociation présente sa propre version d'un texte unifié devant faire l'objet de nouvelles négociations, avec un délai fixé en vue d'un accord. La plupart des délégations



auraient jugé ceci 'trop ambitieux' et n'y seraient pas favorables.

Un délégué d'un pays en développement a déclaré qu'en dépit d'un haut niveau d'engagement et d'un empressement général à comprendre et clarifier le langage des propositions existantes, il y avait peu d'intérêt à faire avancer les discussions. Selon le négociateur, le ton général de la réunion de deux jours avait été clairement indiqué, dès le départ, les Philippines ayant déclaré que les Membres ne pouvaient négocier dans le 'vide', en l'absence de progrès sur des questions clés telles que l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA). Un autre diplomate a toutefois jugé même l'engagement de 'moyen' en déclarant que pour ce qui était des résultats, il y avait eu peu de progrès, si non aucun.

Il n'y a pas eu d'accord sur le point de savoir si et quand démarrer les négociations 'basées sur des textes', a déclaré une source. Les délégués doutent que ceci puisse se faire sans une percée dans l'agriculture et l'AMNA. En conséquence, les Membres n'ont pas encore eu à spécifier de manière explicite quelles questions, selon eux, devraient - ou ne devraient pas - figurer dans un texte. D'autres délégués estiment que cette distinction est largement artificielle, car les propositions de la 'troisième génération' actuellement en cours de discussion contiennent un langage juridique pour des clauses potentielles d'un futur accord. Les Membres ont été chargés, de manière spécifique, de clarifier les articles du GATT sur la liberté de transit pour les marchandises en provenance d'autres Etats Membres (article V), sur les redevances et formalités se rapportant à l'importation et à l'exportation (article VIII) et sur la transparence et la régulation et l'administration des réglementations commerciales (article X).

### **Présentations révisées sur le 'guichet unique' et le délai de mainlevée**

Seules deux nouvelles propositions ont été présentées lors de la réunion. Elles étaient toutes deux des révisions de propositions antérieures.

Une proposition émanant de la Corée du sud, Singapour et la Thaïlande traitait du 'dédouanement au travers d'un guichet unique' (TN/TF/W/138/Rev.). Les systèmes de 'guichet unique' tentent d'accélérer le passage des marchandises en douane en consolidant toute la documentation commerciale requise en un seul bureau chargé également du dédouanement. La présentation proposait qu'en mettant en place des systèmes à guichet unique en conformité avec leurs capacités administratives, les Membres devraient se référer aux normes et pratiques internationales pertinentes, là où cela est possible. Celles-ci comprennent les règles de procédures douanières de l'Organisation mondiale des douanes et les lignes directrices du Centre de la facilitation des échanges et du commerce électronique (UN Centre for Trade Facilitation and Electronic Business) pour les guichets uniques, qui appelle à ne soumettre qu'une seule fois les renseignements ayant trait au commerce, afin de faire face à toutes les prescriptions en matière d'importation, d'exportation et de transit.

La seconde proposition, émanant de la Corée du sud, traitait de 'délai de mainlevée' des marchandises imposé par les autrefois douanières (TN/TF/W/139/Rev.). Elle exigerait des Membres qu'ils calculent périodiquement et qu'ils publient le délai moyen qu'ils imposent pour la mainlevée des marchandises, à l'aide d'outils tels que les données du l'Organisation des douanes. De plus, elle appelle les Membres à tenter de réduire ces délais. Elle prévoit également qu'en cas de retard significatif dans la mainlevée des marchandises, les Membres fourniront aux opérateurs qui en ont fait la demande écrite les raisons du retard, sauf lorsqu'une telle notification entrave la réalisation d'objectifs de politique légitimes.

Les deux présentations auraient suscité chez les Membres des réactions plus ou moins positives, bien que certaines délégations aient cherché à clarifier des questions conceptuelles sur la proposition de guichet unique.

Le principe du recours à des normes internationales dans les discussions sur la facilitation des échanges

s'est avéré quelque peu litigieux, selon une source, qui a déclaré que ceci avait suscité des débats sur les incidences pour les Membres ne faisant pas partie du Comité qui fixe la norme visée.

### **Les États-Unis identifient des questions devant faire examinées de manière plus approfondie**

Le mandat de la facilitation des échanges est singulier dans la mesure où les Membres ne seront pas tenus de mettre en œuvre les engagements tant qu'ils n'ont pas bénéficié de l'assistance technique nécessaire pour ce faire. Il y a donc eu un certain nombre de présentations proposant des mesures que les pays doivent prendre tout au long du processus, de l'identification des besoins d'assistance à l'acquisition de la capacité de mettre en œuvre les obligations et donc la responsabilité juridique pour ce faire.

Un 'groupe restreint' de pays en développement (TN/TF/W/142) et un groupe plus divers, composés de pays développés, en développement et d'économie en transitions (TN/TF/W/137) ont tous deux proposé un langage textuel et des étapes détaillées pour la mise en œuvre des engagements en matière de facilitation des échanges, sur la base d'une autoévaluation des besoins en matière d'assistance technique et de capacité, et pour la fourniture d'aide.

En dépit de grandes similitudes entre les deux propositions, un délégué a mis en évidence certaines différences entre celles-ci. Le groupe restreint souhaitait que la détermination de l'acquisition soit décidée de manière bilatérale entre les pays donateurs et les pays bénéficiaires, alors que l'autre proposition envisageait un mécanisme multilatéral. Cette dernière proposition prévoyait également que les Membres notifient l'acquisition de capacité à l'OMC dans un délai de six mois, après quoi l'obligation s'appliquerait. Certains pays du groupe restreint estiment que ce 'caractère irréversible' des engagements réduirait la capacité des pays à rechercher l'assistance technique nécessaire. Ils soutiennent qu'il serait préférable de notifier les obligations qui n'avaient

pas pu être mises en œuvre de manière fructueuse, ce qui pérenniserait la possibilité de fourniture d'aide future. Une différence supplémentaire est que le groupe restreint envisageait la possibilité que certains engagements continuent de relever de 'l'effort maximal', alors que l'autre proposition exigeait la pleine mise en œuvre de toutes les obligations, une fois la capacité acquise.

Les États-Unis ont lu un certain nombre de questions qu'ils décrivaient comme une tentative visant à susciter davantage de réflexion sur les idées contenues dans les deux propositions. Les États-Unis proposaient d'isoler différentes questions spécifiques devant faire l'objet d'un travail détaillé, notamment l'entrée en vigueur, les périodes de transition, l'assistance technique, la mise en œuvre et l'exécution des engagements. Ceci, selon les États-Unis, permettrait de les améliorer et de les 'rassembler' de manière plus efficiente. L'intervention aurait suscité l'appui du Canada, de l'Australie, de la Jamaïque et de la Malaisie.

La session a également entendu des présentations des différentes organisations internationales qui ont participé aux négociations, à savoir la Banque mondiale, l'Organisation de la coopération et du développement économiques (OCDE), la CNUCED et le FMI. Ces organisations ont rendu compte de leurs activités ayant trait à la facilitation des échanges. En coopération avec le Secrétariat de l'OMC et le gouvernement zambien, la Banque mondiale a présenté les résultats d'un projet pilote mené en Zambie, pour évaluer les besoins et les coûts associés à la facilitation des échanges.

La prochaine réunion formelle du Groupe de négociation a été provisoirement fixée du 30 avril au 1er mai.

---

Négociations agricoles : les Membres débattent de nouvelles propositions du Groupe de Cairns sur les produits sensibles et les produits tropicaux.

Bien qu'ils restent impatients de recevoir des nouvelles des discussions bilatérales menées ailleurs entre les grandes puissances commerciales, les négociateurs à l'OMC, à Genève, ont eu de nouveaux sujets sur lesquels concentrer leur attention, lors d'une réunion, le 9 mars, du Comité de négociation de l'agriculture : deux propositions informelles du Groupe de Cairns d'exportateurs de produits agricoles.

Les propositions sont les premières nouvelles présentations depuis la reprise des discussions commerciales du Cycle de Doha, il y a un peu plus d'un mois, à la suite de leur suspension en juillet dernier. L'une présentait une méthode de traitement des 'produits sensibles' qui pourraient être admis à bénéficier d'abaissements tarifaires plus faibles, en échange de l'expansion des contingents d'importation. L'autre présentation proposait des abaissements tarifaires pour les produits tropicaux et d'autres récoltes qui pourraient servir à diversifier la production en la détournant des narcotiques.

Selon des sources, les deux documents reflétaient de larges discussions menées en coulisses au cours des mois de novembre et décembre. Bien que l'ensemble du Groupe ait historiquement apporté son appui au non document sur les produits tropicaux et les produits alternatifs, le Canada n'a pas adhéré à la présentation sur les produits sensibles. Ottawa cherche historiquement à maintenir son système de production géré par l'offre dans les secteurs de la volaille, des œufs et des produits laitiers, qui exige un contrôle strict des importations. Les Philippines ont été décrits comme " se promettant d'adhérer sous peu à tous les éléments " de la dernière proposition.

Dans leurs réponses initiales, les Membres ont dans l'ensemble favorablement accueilli les documents comme des contributions utiles aux

négociations, en déclarant qu'il leur faudrait plus de temps pour faire part d'autres réactions.

**Document sur les produits sensibles : un cadre pour les négociations ?**

Le document sur les produits sensibles avait pour objet d'établir une 'architecture' mutuellement acceptable ou un cadre commun, et contenait des blancs pour les chiffres exacts devant être négociés ultérieurement. Ces chiffres spécifieraient, par exemple, le pourcentage de lignes tarifaires que les Membres seraient autorisés à désigner comme 'sensibles', dans quelle mesure les abaissements tarifaires seront inférieurs que la normale, et de combien les contingents d'importation seraient élargis comme compensation.

Les exportateurs soutiennent que les pays qui font des abaissements tarifaires faibles devraient payer en autorisant l'entrée dans leurs marchés d'un volume proportionnellement plus important à un taux tarifaire faible. Les contingents tarifaires servent à garantir un certain niveau d'importation minimal. Les importations en dépassement de contingents sont exposées à des droits beaucoup plus élevés, qui pourraient être prohibitifs.

Aux fins des règles larges énoncées dans le document, les Membres ne disposeraient que de deux options pour s'écarter de la formule de réduction tarifaire globale. Selon la logique que le Groupe de Cairns avait suivie antérieurement, l'écart le plus faible (ou l'abaissement tarifaire le plus important) entraînerait un futur contingent plus faible ; l'écart le plus large (ou l'abaissement le plus faible) serait compensé par une expansion plus importante des contingents. Chacune des deux expansions serait équivalente à un pourcentage de la consommation intérieure dont les chiffres précis seraient négociés. L'expansion des contingents tarifaires dans les pays en développement serait calculée sur la base de la 'consommation commercialisable' intérieure qui excluait les produits de base cultivés et consommés par les agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance, et non vendus.

Le Groupe de Cairns a fait valoir que cette approche assurerait à la fois aux importateurs et aux exportateurs davantage de certitude que les systèmes alternatifs, par exemple une échelle mobile des écarts et des expansions.

Bien qu'elle impose un plafond tarifaire pour les produits sensibles, la proposition autoriserait les Membres à faire une demande de plafond plus élevé pour un sous-ensemble restreint de lignes tarifaires sensibles, si ceci est compensé par un contingent d'importation proportionnellement plus important.

Le document propose de restreindre la désignation 'sensible' à des produits déjà couverts par les contingents tarifaires. Une clause empêcherait les Membres de créer de nouveaux contingents, un processus que de nombreux importateurs perçoivent comme pesant et imprévisible. Les pays en développement, dont tous n'ont pas actuellement recours à des contingents tarifaires, seraient plutôt autorisés soit à repousser les engagements en matière de réduction tarifaire sur les produits sensibles à la seconde moitié de la période de mise en œuvre du Cycle de Doha, soit à bénéficier de deux années supplémentaires pour les mettre en œuvre.

Le Groupe stipule également que " l'expansion des contingents tarifaires se prévus sur une base NPF (nation la plus favorisée). Il a récemment été suggéré que certains Membres craignaient que les consultations bilatérales entre grandes nations commerciales pourraient aboutir à la tentative d'attribuer des quotas par pays, ce qui agite le spectre de négociations politiquement et juridiquement lourdes de conséquences à l'OMC.

Les engagements en matière de contingents tarifaires convenus lors de négociations antérieures - y compris dans le Cycle d'Uruguay - seraient tenus séparés des engagements convenus dans le Cycle de Doha, propose le Groupe.

Des sources indiquent que les membres du Groupe d'exportateurs avaient mené des consultations entre eux ainsi qu'avec d'autres pays appartenant à

d'autres groupes. Lors de la session du Comité de l'agriculture, les pays du G-10 qui ont des secteurs agricoles hautement protégés ont déclaré avoir rencontré le Groupe de Cairns la veille. Bien que des aspects de la nouvelle proposition, par exemple les plafonds tarifaires sur les produits sensibles soient problématiques, la Suisse a déclaré, au nom du G-10, que d'autres étaient similaires à la propre proposition du groupe.

### **Proposition sur les produits tropicaux : vers un consensus ?**

Le Groupe de Cairns propose des abaissements tarifaires sur les produits tropicaux et une diversification des produits qui sont plus souples que l'élimination complète des droits tarifaires et des contingents recherchée, l'an passé, par un groupe de huit pays latino-américains. Il s'appuie également sur les travaux antérieurs du groupe pour arriver à une liste plus courte de produits de ce type, qui comprennent la banane, le sucre, la mangue et la pomme de terre. Des sources dans les milieux du commerce ont suggéré que la spécification plus précise de produits de la liste - au niveau du système harmonisé à 6 chiffres, au lieu de 4 - la rendaient plus susceptible de susciter un consensus.

Selon l'approche énoncée dans le document, les pays développés élimineraient tous les droits tarifaires inférieurs à 25% sur les produits listés. Les autres droits tarifaires seraient réduits de 85%. Les pays développés ne seraient pas autorisés à désigner des produits tropicaux comme sensibles.

Le mandat visant la libéralisation du commerce des produits tropicaux na nettement divisé certains Membres. De nombreux pays latino-américains, par exemple, souhaitent la suppression totale des droits tarifaires et des contingents. Ceci est bruyamment rejeté par d'autres - en particulier le groupe de pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) qui bénéficient depuis longtemps d'un accès préférentiel au marchés des pays développés pour ces mêmes produits de base et qui seraient donc les perdants d'une libéralisation générale. Les membres du groupe ACP préféreraient que les pays

riches soient autorisés à désigner les produits tropicaux comme sensibles, car ceci signifierait moins d'érosion de leurs marges de préférence, en particulier sur les produits tels que la sucre, la banane et le bœuf.

Un délégué basé à Genève membre de ce dernier groupe a indiqué que le Groupe de Cairns avait collaboré avec les partisans de la libéralisation des produits tropicaux pour élaborer la proposition. Le négociateur a laissé entendre qu'une fois le non document mis en circulation en tant que document de travail informel, les deux groupes seraient tenus de le co-parrainer.

### **Les négociateurs soucieux de " multilatéraliser " les discussions dès que possible**

Les négociateurs basés à Genève ont indiqué qu'il y avait un besoin urgent de traduire les discussions bilatérales informelles en cours en négociations au niveau multilatéral. Certains pays en développement, en particulier, se sont dits préoccupés par le fait qu'en l'absence de consultations plus larges, les discussions en cours au sein d'un petit groupe de pays pourraient leur imposer un accord inacceptable à la dernière minute.

Comparant les négociations à un théâtre, un délégué a déclaré que l'évolution 'sur la scène' à Genève - les 'causeries au coin du feu' informelle que le Président des négociations, l'Ambassadeur Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande) organise avec deux douzaines d'ambassadeurs, et les 'réunions de la transparence' pour toutes les délégations de Membres - était importante, mais que l'action réelle se passait ailleurs, 'en coulisse'. Les délégués basés à Genève n'avaient pas de renseignements sur les discussions en coulisses, a déclaré le responsable.

Des sources s'attendent à ce que Falconer tente de 'multilatéraliser' les discussions à l'ensemble des Membres, d'ici mi-avril. Le Président a préalablement fait part de son intention de diffuser les nouveaux 'documents de référence' énonçant les domaines de convergence et de divergence sur

différentes questions des discussions. Les délégués indiquent que ces documents sont susceptibles de paraître à la même période.

Lors de la réunion du 9 mars, Falconer a salué les deux documents du Groupe de Cairns, en qualifiant la discussion d'étape importante dans la reprise du processus multilatéral. " Nous avons mis un orteil dans l'eau, aujourd'hui, et cela a été utile, " a-t-il déclaré. Ensuite, les Membres doivent s'habituer à entrer entièrement dans l'eau. Selon un autre délégué, les documents sont un signe d'espoir. "Les premières pousses du jardin, au printemps."

---

### **Les ministres du G-33 appellent les pays développés à prendre les devants pour tirer Doha de l'impasse.**

Les membres du bloc G-33 de pays en développement ont appelé les pays industrialisés à prendre les devants pour sortir les négociations commerciales du Cycle de Doha de l'impasse en proposant des abaissements plus importants de leurs subventions agricoles, lors d'un Sommet tenu les 20 et 21 mars, à Jakarta.

"Les pays en développement ne devraient pas avoir à agir plus vite ou davantage que les pays développés, " a déclaré le Ministre indonésien du commerce, Mari Pangestu, lors d'une conférence de presse.

Le G-33 que regroupe 42 membres a été le principal défenseur de la proposition visant à autoriser les pays en développement à désigner jusqu'à 20 pour cent de leurs produits agricoles comme " spéciaux " pour bénéficier d'un traitement tarifaire plus souple, sur la base des besoins en matière de sécurité alimentaire, de garantie des moyens d'existence et de développement rural. Beaucoup des pays du groupe ont un nombre substantiel d'agriculteurs pratiquant l'agriculture de subsistance qu'ils sont soucieux de protéger contre des niveaux potentiellement préjudiciables de concurrence additionnelle par l'importation. Les pays du groupe soutiennent également la mise en

place d'un 'mécanisme de sauvegarde spéciale' pour leur permettre d'assurer à leurs agriculteurs une certaine protection contre les brusques poussées d'importation.

Plusieurs pays développés et en développement exportateurs de produits agricoles cherchent à restreindre la portée des deux types de flexibilités, craignant que celles-ci ne compromettent l'accès à de nouveaux marchés. Les États-Unis ont été particulièrement véhéments dans leur opposition, en qualifiant ces flexibilités de 'catégorie noire' de failles, qu'ils invoquent pour justifier en partie leur incapacité à offrir les abaissements de subventions plus importants souhaités par de nombreux autres Membres.

Le Ministre des affaires étrangères brésilien, Celso Amorim, a noté que les revendications du G-33 découlaient de la nécessité d'atténuer les effets des subventions agricoles et des obstacles tarifaires et non tarifaires " excessifs " des pays riches. Le " G-20 souscrit pleinement " aux objectifs de garantie des moyens d'existence, de développement rural et de sécurité alimentaire, a-t-il déclaré. Le Brésil est à la tête du bloc de pays en développement G-20, dont certains membres sont ambivalents en ce qui concerne les revendications du G-33. Le Brésil, producteur agricole hautement compétitif, n'est pas membre du G-33.

Selon les pays du G-33, faire marche arrière sur leurs revendications pourrait ouvrir les vannes de l'importation de produits bon marché, fortement subventionnés en provenance de pays développés tels que les États-Unis. Ces pays ont également fait valoir que la libéralisation des marchés agricoles des pays en développement n'avait jamais été un des objectifs du Cycle de Doha. " Ce cycle est un Cycle du développement, il se concentre totalement sur l'accès des pays en développement aux marchés des pays développés, et non l'inverse, " a déclaré le Ministre du commerce Indien, Kamal Nath, à Jakarta. " Nous ne pouvons négocier les moyens d'existence de nos agriculteurs, " a-t-il souligné.

Le Ministre indien, Pangestu, a néanmoins mis l'accent sur le fait que le G-33 était disposé à se montrer flexible si les pays développés en faisaient de même. " Nous avançons. Nous faisons ce qu'il faut et nous sommes prêts à négocier dès qu'il y aura des avancées sur les autres questions, " a-t-elle déclaré.

Le Commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, assistait au sommet. Avant de partir pour l'Indonésie, il a publié une déclaration indiquant qu'il informerait les ministres, lors du sommet, sur les diverses discussions bilatérales menées entre l'UE, les États-Unis, le Brésil et l'Inde, dans leurs tentatives visant à identifier les éléments d'un accord potentiel. Il également projetait également de discuter des mesures que leurs pays pourraient prendre pour aider à mener les discussions à une conclusion fructueuse. " J'examinerai avec eux les progrès réalisés par le G-4 depuis le début de l'année et je ferai part de mon évaluation selon laquelle nous avons certes réalisé des progrès, mais nous sommes à présent confrontés à des contraintes de temps très sérieuses, à l'approche de l'expiration, fin juin, de l'autorité en matière de promotion du commerce conférée aux négociateurs américains " a-t-il déclaré par l'intermédiaire de son porte-parole.

Kamal Nath a adopté un point de vue différent sur les contraintes imposées par l'expiration du mandat, conféré à l'administration présidentielle américaine, de soumettre les accords commerciaux à un vote pour ou contre du Congrès, sans possibilité d'amendements, généralement perçu comme une condition préalable à la finalisation d'un accord. " La question est de savoir si les pays développés sont disposés à faire bouger les choses pour avancer vers une date limite artificielle qui découle de leur propre situation politique et de leur propre situation interne " a-t-il dit aux journalistes. Il a néanmoins déclaré que les ministres avaient convenu, lors de la réunion, d'œuvrer en vue d'une percée.

Selon les diplomates basés à Genève, plusieurs autres pays sont de plus en plus déçus par ces 'discussions discrètes' entre grandes puissances

commerciales, en raison à la fois de l'absence de progrès et d'un sentiment de marginalisation. Le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a appelé, la semaine dernière, à un accent renouvelé sur le processus de négociation multilatéral.

### Services : les Membres examinent des compromis potentiels.

Le Président du Groupe de négociation du commerce des services de l'OMC projette de poursuivre une série de réunions avec les Ambassadeurs de 20 à 25 délégations, au cours des semaines à venir, pour tenter d'identifier des possibilités de compromis en vue d'une libéralisation accrue.

Ces réunions, que le Président du Groupe de négociation, l'Ambassadeur Fernando de Mateo (Mexique), qualifie de 'enchilada talks' - discussions informelles - reposent sur le modèle des 'conversations au coin du feu' et des 'caucus de l'AMNA' organisés par les Présidents des Groupes de négociation de l'agriculture et des biens industriels, respectivement. Elles ont pour but de rehausser le niveau d'engagement politique dans les discussions sur les services et de déterminer les éléments clés d'un ensemble sur les services qui seraient nécessaires pour permettre aux Membres de conclure les négociations générales.

Pour certaines délégations telles que les États-Unis et l'UE, les 'discussions enchilada' donnent également le ton des discussions en 'green room' qu'ils proposent sur les services, sous la direction du Directeur général Pascal Lamy.

De Mateo a tenu deux 'discussions enchilada' au cours de la quinzaine passée et a prévu la prochaine session pour le 19 mars. Parmi les pays inclus dans le groupe figurent les États-Unis, l'UE, le Japon, le Canada, l'Australie, le Brésil, l'Inde, la Chine, le Mexique, le Chili, l'Argentine, l'Égypte et l'Indonésie.

Les sessions récentes ont, semble-t-il, servi à inciter les Ambassadeurs à s'engager suffisamment dans les discussions. Toutefois, comme on peut s'y

attendre, elles n'ont pas encore donné d'indications concrètes sur les compromis possibles entre les demandeurs qui recherchent une libéralisation accrue et les Membres qui reçoivent des demandes d'engagement d'ouverture de leurs marchés aux fournisseurs de services étrangers.

Selon des sources, les États-Unis cherchaient à inscrire dans les discussions un certain degré de spécificité en signalant leur intérêt soutenu pour la baisse ou l'élimination des plafonds de fonds propres sur l'investissement étranger, de même que pour la consolidation des niveaux existants d'offre de services 'transfrontières' dans d'autres marchés et pour l'élargissement des engagements dans les services financiers, audio-visuels, liés à l'informatique, les télécommunications, l'énergie, la distribution et la livraison express. L'UE s'est concentrée sur nombre des mêmes secteurs, à l'exception des services audio-visuels car, en raison de l'insistance de la France sur la protection de la diversité culturelle, Bruxelles est tenu d'exclure le secteur de tout engagement de libéralisation. En outre, l'UE a également identifié les services environnementaux comme un secteur où elle continuera de faire pression sur les partenaires commerciaux pour les amener à prendre des engagements.

Par ailleurs, des pays en développement tels que l'Argentine ont insisté, durant la dernière 'discussion enchilada', qu'il n'y avait pas lieu de mettre un accent accru sur l'accès aux marchés dans le commerce des services, car l'instruction donnée dans le paragraphe 24 de la Déclaration ministérielle de Hong-Kong, concernant le niveau d'ambition comparablement élevé était limitée à l'agriculture et à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA).

En prévision de la prochaine série de réunions fixée par de Mateo, des pays tels que les États-Unis et le Canada ont mené séparément, en début de semaine, des consultations et des réunions bilatérales en groupes restreints, avec des pays tout aussi disposés à intensifier les débats lors des 'discussions enchilada'. Ils ont également rencontré des partenaires commerciaux tels que le Brésil, la



Chine, l'Argentina et les Philippines, qui continuent de s'inquiéter sérieusement d'avoir à prendre des engagements en vue d'une libéralisation plus profonde des services, dans ce Cycle, en particulier sans voir comment les négociations sur l'agriculture et sur l'AMNA allaient être résolues.

Un délégué a révélé qu'en réponse aux demandes d'élargissement de l'accès aux marchés faites par les États-Unis dans les secteurs et domaines identifiés par ce pays, certains pays en développement ont pointé du doigt l'absence d'offre américaine de consolidation d'un engagement pour la libéralisation de l'entrée d'un plus grand nombre de travailleurs temporaires, connue sous le nom de 'mode 4'. Ceci est une source de vulnérabilité, dans la mesure où le bureau de la Représentante au commerce extérieur, qui négocie les accords commerciaux au nom du pays, a été empêché par le Congrès de négocier des engagements sur le mode 4. Le Congrès considère en effet que l'entrée des travailleurs et des hommes d'affaires, même sur une base temporaire, relève davantage de l'immigration qu'elle n'est une question commerciale, et l'inscrit donc uniquement dans ses prérogatives législatives. Certains observateurs du commerce notent que ceci a affaibli pour les États-Unis la possibilité de demander des engagements de libéralisation à d'autres, en particulier aux partenaires commerciaux qui ont un intérêt fort dans le mode 4. D'autres observateurs déclarent toutefois que le défenseur le plus actif de la libéralisation au titre du mode 4 - l'Inde - a modéré son propre plaidoyer en faveur de l'amélioration de l'accès aux marchés pour les travailleurs temporaires, en raison de sa réticence à entreprendre des hausses importantes de l'accès aux marchés dans d'autres domaines cruciaux des négociations de Doha, tels que l'agriculture et l'AMNA.

Il y avait également eu, la semaine précédente, un regain de concentration sur un mécanisme de sauvegarde pour les services de la part de certains membres de L'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations), qui avaient présenté au Groupe de travail des règles de l'AGCS une proposition

révisée expliquant comment un tel mécanisme pourrait fonctionner dans la pratique. Le document révisé, comme les communications antérieures du groupe, repose encore essentiellement sur le modèle de sauvegardes utilisé dans le commerce des marchandises, où le préjudice ou la menace de préjudice à l'industrie nationale résultant des obligations découlant de l'OMC sert de base pour invoquer une mesure de sauvegarde.

L'accroissement de l'importation ou de la fourniture de services continue de même d'être un des facteurs pouvant être considérés comme une cause possible de préjudice. Toutefois, la proposition révisée, qui s'écarte du modèle de sauvegarde pour les marchandises, ne se limite pas à l'accroissement de la fourniture de services comme seule cause déterminante du préjudice ou de la menace de préjudice à l'industrie nationale, et cite d'autres indicateurs qui peuvent entraîner ou déterminer un préjudice.

Des sources indiquent que la proposition révisée a suscité un certain nombre de commentaires critiques lors de la réunion du Groupe de travail des règles de l'AGCS, tenue le 8 mars, des critiques similaires à celles dirigées contre les propositions antérieures sur les sauvegardes pour le commerce des marchandises, présentées par le groupe. Un certain nombre de délégués ont déclaré qu'il était peu probable que la présentation actuelle soit suffisamment soutenue par les Membres pour permettre un accord cette l'année sur un mécanisme de sauvegarde. Ils ont néanmoins noté que ceci avait au moins revitalisé les discussions sur une question qui peut servir de justificatif pour ne pas prendre d'engagements d'accès aux marchés plus importants dans le commerce des services.

## SUR LE FIL

### Aide pour le commerce : le Comité consultatif tient sa première réunion.

Le groupe consultatif de l'Aide pour le commerce récemment mis en place par le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a tenu sa première réunion le 19 mars pour discuter du rôle que l'institution devrait jouer dans la coordination et la surveillance de l'assistance liée au commerce.

La création de ce 'groupe consultative ad hoc' était une des recommandations de l'Equipe spéciale qui avait été établie après la Conférence ministérielle de HongKong de décembre 2005 pour déterminer la façon dont l'Aide pour le commerce " pourrait contribuer le plus efficacement à la dimension développement de l'Agenda de développement de Doha ". Les autres recommandations de l'Equipe spéciale présentaient les politiques que devaient suivre l'OMC, les donateurs et les bénéficiaires, pour identifier et satisfaire les besoins liés au commerce et surveiller les progrès des activités d'Aide pour le commerce.

Le mandat du nouveau groupe consultative est de faire passer ces recommandations à l'étape suivante : la mise en œuvre. Son principal objectif sera d'encourager la coordination et un sentiment d'appropriation chez les parties prenantes du programme de travail de l'Aide pour le commerce.

Le groupe consultatif comprend la plupart des grandes organisations internationales qui interviennent dans le commerce et le développement, c'est-à-dire la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) le Centre du commerce international, la CNUCED et les banques régionales de développement. Contrairement à ce qui avait été antérieurement soutenu, le Comité ne comprenait aucun représentant ni du secteur privé, ni de la société civile. Selon des sources, le Comité aidera

à planifier et à orienter les activités d'aide pour le commerce et servira de plateforme de communication entre les divers participants. Il aidera également à acheminer l'information pour le contrôle et l'évaluation et prendra part au travail de plaidoyer.

Les négociateurs des pays en développement semblent soucieux de voir les résultats des travaux de ce groupe consultatif, car ils fondent beaucoup d'espoir sur la contribution significative que l'Aide pour le commerce pourrait apporter au développement. Les membres procéderont à leur premier vaste réexamen des travaux sur l'Aide pour le commerce lors de la session du 2 avril du Comité du commerce et du développement.

Les groupes de la société civile accélèrent les travaux sur la question en examinant comment les organisations non gouvernementales pourraient contribuer à faire en sorte que l'Aide pour le commerce soit plus tirée par les pays et qu'elle soit utilisée de manière aussi efficiente que possible.

L'OCDE également participe activement au débat et a créé un groupe technique regroupant des donateurs bilatéraux, des institutions multilatérales, des banques de développement régionales et un certain nombre de gouvernements, pour contribuer aux travaux sur la surveillance.

## EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

## Événements OMC

### Au sein de l'OMC

14 avril, OMC, Genève, Comité de l'accès aux marchés.

10 avril, OMC, Genève, Organe de règlement des différends.

16 - 27 avril, OMC, Genève, Semaine sur les services

9 - 10 mai, OMC, Genève, Suisse, conseil général de l'OMC. Contact : [www.wto.org](http://www.wto.org)

### En dehors de l'OMC

03 - 04 avril, Bamako, Mali, Bourse Nationales aux céréales. Contact : [abdoulaye20@yahoo.fr](mailto:abdoulaye20@yahoo.fr)

18 - 20 Avril, Genève, Suisse, conseil du commerce et du développement, 41e réunion directive (rapports des commissions). Contact : [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

25 - 27 avril, Genève, Suisse, Groupe consultatif commun du centre du commerce international (CNUCED / OMC), 40e session. Contact : [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

7 - 10 mai, Rome, Italie, Comité de la sécurité alimentaire mondiale (33e session). [www.fao.org/events](http://www.fao.org/events)

8 - 10 mai, Genève, Suisse, Réunion du groupe OCDE sur " Statistical Data and Metadata Exchange ". [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

14 - 15 mai, Paris, France, Forum de l'OCDE, innovation, croissance et équité. Contact : [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

23 - 25 mai, CNUCED, Nairobi, Kenya, 11e conférence africaine sur le pétrole et le gaz, le commerce et le financement. Contact : [frida.youssef@unctad.org](mailto:frida.youssef@unctad.org)

31 mai - 1 juin, Tokyo, Japon, " Renforcer le rôle des PME dans les chaînes de valeur mondiales ", conférence organisée par le Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local. [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

28 mai - 1 juin, Genève, Suisse, groupe de travail du plan à moins terme et du budget programme, 48e session. Contact : [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

29 mai - 14 juin, Genève, Suisse, 96e session de la conférence internationale du travail. Contact : [www.wto.org](http://www.wto.org)

6 - 8 juin, Heiligendamm, Allemagne, Sommet du G8. Contact : [www.g-8.de](http://www.g-8.de)

18 - 29 juin, Genève, Suisse, conseil des droits de l'homme, cinquième session. Contact : [www.wto.org](http://www.wto.org)

## PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : [taoufik@enda.sn](mailto:taoufik@enda.sn)

### Français

#### Publications

CNUCED, Situation économique mondiale et perspectives 2007, janvier 2007, 177 pages. [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

CNUCED, Bulletin de transport, numéro 34, 4e trimestre, janvier 2007, 21 pages. [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

CNUCED, Sociétés transnationales (Vol 15, No 3), mars 2007, 238 pages. [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

CNUCED, Le dossier d'investissement, No 1 2007, l'investissement direct étranger a déferlé de nouveau en 2006, février 2007. [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

CNUCED, Exécution des dispositions concernant la compétition dans les accords Commerciaux régionaux : est- il possible d'obtenir le développement à nouveau ? [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

OMC, règlement des différends, négociations et régionalisme en Asie, janvier 2007, 566 pages. [www.wto.org](http://www.wto.org)

ONU, forum du commerce international : le mode est à l'éthique, février 2007, 34 pages. [www.unp.un.org](http://www.unp.un.org)

ONU, rapport sur le commerce et le développement 2005 : nouvelle forme d'interdépendance mondiale, février 2007, 196 pages. [www.unp.un.org](http://www.unp.un.org)

ONU, Rapport économique sur l'Afrique : Flux de capitaux et financement du développement en Afrique, février 2007, 218 pages. [www.unp.un.org](http://www.unp.un.org)

ONU, Rapport économique sur l'Afrique 2005 : réunion des défis du chômage et de la pauvreté en Afrique, février 2007, 296 pages. [www.unp.un.org](http://www.unp.un.org)

ONU, Garantie d'assurance ou Fonds de développement financier : quel rôle pour l'union en Amérique latine, février 2007. [www.unp.un.org](http://www.unp.un.org)

ONU, Vides mondiaux, grands plats : Libéralisation, mondialisation, pauvreté et inégalité économiques, janvier 2007, 436 pages. [www.unp.un.org](http://www.unp.un.org)

ONU, Accord Européen relatif au Transport de International des Marchandises Dangereuses par Voies de Navigations Intérieures (ADN) : Règlement Annexé, tel que révisé au 1er janvier 2007, mars 2007, 1038 pages. [www.unp.un.org](http://www.unp.un.org)

ONU, Alliance des civilisations : rapport du groupe de haut niveau 13 novembre 2006, mars 2007, 68 pages. [www.unp.un.org](http://www.unp.un.org)

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD ([http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/index.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm))

*PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF  
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)